

LE PIÈGE SE REFERME SUR CHARLES MICHEL

l'édito

Pour ressouder un gouvernement érigé il y a trois ans avec la finalité de « redresser le pays », rien de tel que de renouer avec les ambitions économiques pour lui assurer un nouvel élan. C'est donc nourries des « bons conseils » du Voka, le patronat flamand, rappelant l'exécutif à ses défis encore nombreux à relever, que les quatre composantes de l'équipe Michel ont décidé de clore le mauvais feuilletton de l'affaire Francken. Reste à déterminer qui d'un Charles Michel, clamant refuser de céder au chantage des nationalistes flamands, ou d'un Bart De Wever, assénant qu'il ne laissera pas tomber son secrétaire d'Etat « ni aujourd'hui, ni demain, ni après-demain », sort conforté de cette joute. La parole, même fluctuante, du bourgmestre d'Anvers suggère en tout cas que Theo Francken est intouchable, sauf bourde jugée cette fois-ci colossale par le MR, et qu'une vraie crise sanctionnée par des élections anticipées servirait en définitive celui qui reste le premier parti de Belgique (voir page 26).

L'attitude du trublion du gouvernement n'a pourtant pas été aussi anodine que les responsables des partis de la majorité veulent nous le faire croire aujourd'hui, avant même les conclusions de l'enquête du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides. Le Premier ministre et le gouvernement assument, du reste, la politique du secrétaire d'Etat dont la radicalité semble s'exprimer davantage dans les tweets – message aux électeurs de la N-VA oblige – que dans les faits, si l'on se réfère au positionnement d'autres pays européens, dépourvus, il est vrai, de toute inhibition dans le rejet des migrants, et aux chiffres du gouvernement Di Rupo - De Block. Même si la comparaison est biaisée par la hausse

spectaculaire des candidats réfugiés à partir de 2014.

Dans le dossier des Soudanais, il n'en reste pas moins que Theo Francken a commis au moins trois erreurs. Négocier le rapatriement d'opposants avec des représentants du dictateur Omar el-Bechir qui, on l'a peu rappelé, n'est pas étranger à l'expansion de l'islamisme radical, tant honni par la N-VA, dans son pays et la région. Valider le retour des Soudanais après avoir été averti des risques sérieux de mauvais traitements qu'ils encouraient. Procéder à de la rétention d'informations à l'égard de son Premier ministre au point de le fragiliser face aux attaques de l'opposition. Dans ces circonstances, il est bien malaisé de revendiquer encore, comme l'avance le Premier ministre, une politique d'asile « ferme mais humaine ». La confiance à l'intérieur d'un gouvernement déjà soumis aux turbulences de deux années électorales s'en trouvera nécessairement affectée. Au même titre que la croyance en la force du libéralisme social au sein du MR, pourtant bien utile en cas de négociation de nouvelles coalitions.

Commentant ici l'avènement de Michel I^{er} en octobre 2014, nous avons suggéré que le jeune Premier ministre, tel un François Mitterrand fossoyeur du Parti communiste français, ambitionnait secrètement de réduire l'audience des nationalistes flamands en les attirant dans un gouvernement fédéral. Un objectif qui aurait été de nature à redorer l'aura écornée de Charles Michel en francophonie avant 2009. Certes, la législature est loin d'être terminée. Mais la santé actuelle de la N-VA dans les sondages en Flandre indique que c'est bien Bart De Wever, et non son partenaire de circonstance, qui devrait sortir renforcé de cette expérience inédite de gouvernement. ♦

gérald papy

« La croyance en la force du libéralisme social au sein du MR s'en trouve nécessairement affectée »